

LE TRAVAIL



VÉRITABLE ORGANE DES INTÉRÊTS POPULAIRES.

Donnant en entier le Compte-Rendu des Travaux et des Séances du **CLUB DE LA RÉVOLUTION.**

DIEU ET L'HUMANITÉ.

DROITS ET DEVOIRS.

LE TRAVAIL EST LE DÉVELOPPEMENT NORMAL DE LA VIE DES
NATIONS ET DES INDIVIDUS.

LE TRAVAIL C'EST LA MANIFESTATION DE LA VIE.

| | PARIS. | DÉPARTEMENT. | ÉTRANGER. |
|-------------|--------|--------------|-----------|
| Trois mois. | 2 f. | 3 f. | 5 f. |
| Six mois. | 4 | 6 | 10 |
| Un an. | 8 | 12 | 20 |

VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE!

(Le peuple à l'Hôtel-de-Ville, 24 février 1848.)

S'adresser franco, aux Bureaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 56.

NOTA. — Par des circonstances indépendantes de la rédaction du journal, LE TRAVAIL n'a pas pu paraître mardi dernier, cependant, si quelques membres du CLUB DE LA RÉVOLUTION manifestaient le désir d'avoir le compte-rendu de la séance du 3 juin, qui devait se trouver dans le numéro de mardi, ils sont priés de se faire inscrire au CONTRÔLE et le TRAVAIL s'empressera d'ordonner un tirage spécial de ce compte-rendu.

Première atteinte à la liberté de réunion.

Le peuple de Paris, aux applaudissements de tout le peuple de France, a fait une révolution le 24 février, pour maintenir le droit de réunion; moins de quatre mois après cette héroïque prise d'armes, une assemblée, qui se dit l'expression du peuple, se prépare à ravir au pays ce droit dont tous les gouvernements de réaction qui se sont succédés depuis cinquante ans, ont essayé tour à tour de restreindre ou de neutraliser l'usage.

Et qu'on ne vienne pas dire, — comme on l'a fait pour endormir les défiances du peuple, et pour rassurer, au sein même de la chambre certaines consciences à moitié scrupuleuses, — que le pouvoir professe le plus profond respect pour le droit de réunion, et que le projet de loi n'a d'autre objet que de faire disparaître, dans tel ou tel cas donné, tel attroupement d'un caractère spécial et de nature à compromettre la tranquillité publique. Ne savons-nous pas bien que de pareilles précautions oratoires ont toujours été à l'usage des sophistes de toutes les écoles politiques? Que les protestations jésuitiques font parti de leur bagage? Qu'à toutes les époques, chaque loi réactionnaire a eu son hypocrite préambule? Est-ce que les rédacteurs des lois de septembre, n'avaient pas, eux aussi, trempé leur plume dans du miel pour en écrire la préface? Qu'est-il advenu, pourtant? Ce qu'il adviendra, si, cette fois encore, la France laisse le champ libre aux héritiers des inspirations gouvernementales de 1835. Il se trouvera des procureurs de la République, des magistrats de la République, pour se cramponner à un texte de loi, pour le dénaturer, pour en étendre les dispositions élastiques, pour en extraire des explications liberticides.

Le projet prétend que ce ne sont que des attroupements qu'il prend pour point de mire; nous disons, nous, que c'est le droit de réunion qu'il couche en joue; nous nous chargerons de le prouver, l'histoire des dix-huit dernières années a la main.

Pour aujourd'hui, nous n'ajouterons qu'un mot à l'adresse des gens qui légifèrent à l'ex-Palais-Bourbon : C'est l'insurrection du peuple, soulevée au nom du droit de réunion, qui les a faits ce qu'ils sont. Nous allons les voir à l'œuvre contre le principe dont ils émanent, et nous saurons bientôt s'ils ont assez d'ingratitude et

d'audace pour empoisonner eux-mêmes la source où ils ont puisé la vie.

L'ÉGALITÉ N'EST-ELLE QU'UN VAIN MOT?

Notre jeune République a pris pour devise la sublime formule léguée par nos pères : Liberté, Égalité, Fraternité; Trinité sainte et indivisible, résumé de toutes les aspirations de l'Humanité, expression complète de la vie. Cependant, quoique proclamée comme principe, affichée de toutes parts, la triade divine est loin d'être réalisée dans le fait.

« De quelque côté qu'on se tourne, il semble qu'on va saisir et palper l'Égalité. Fausse apparence, mirage trompeur! C'est l'inégalité qu'on embrasse. Égalité, Égalité, je n'entends que ce cri retentir autour de moi, et je ne vois partout qu'inégalité choquante, grossier despotisme et honteux esclavage.

« Et ce qu'il y a de plus affreux, c'est que nous avons tous le sentiment d'un monde meilleur, précisément parce que le seul principe de raison et de justice que nous reconnaissons aujourd'hui est l'Égalité. Les Gènois inscrivaient sur les murs de leurs prisons et sur les fers des condamnés, le mot Liberté. Condamnés que nous sommes à l'inégalité, comment se fait-il que nous ayons écrit partout le mot d'Égalité? Nous nous traitons donc nous-mêmes comme les Gènois traitaient leur galériens!

« Oui, en effet, nous sommes de pauvres condamnés. La société tout entière, avec son idéal d'égalité et sa réalité d'esclavage, me paraît un enfer avec ses cercles infinis.

« Nesont-ils pas, en effet, dans un cercle de l'enfer, tous ces travailleurs sur qui pèse une misère infâme, héréditaire, et qui voient partout le mot Égalité? Pourquoi leur dit-on qu'il n'y a qu'une race, quand à leur dur et incessant labeur, ils se sentent toujours la race maudite de Caïn? C'est eux que le poète a peints quand il nous montre Ugolin et ses fils reproduisant éternellement leur supplice de la faim, où le père voyait ses enfants mourir avant lui : symbole plus poignant mille fois que l'antique figure de Tantale affamé et mourant de soif au milieu des ondes et des fruits; car vous souffririez encore volontiers la faim et la soif comme Tantale, au milieu du luxe qui vous entoure et des richesses que vous produisez sans pouvoir y participer, prolétaires; mais souffrir comme Ugolin, voir pâlir vos enfants, ces enfants aussi beaux que ceux du tyran qui vous tient enfermés dans la tour, et les sentir dévorés par cette faim qui ronge vos entrailles, voilà ce qui est affreux et vraiment digne de l'enfer. »

Ces lignes de Pierre Leroux, écrites il y a douze ans, sous la monarchie, sont aussi profondément vraies aujourd'hui sous la République. Non, l'Égalité n'est pas descendue au milieu de nous, la Liberté et la Fraternité, ses sœurs inséparables, ne sont que de vains mots qu'on nous jette à la face en disant : soyez contents.

Deux partis nous divisent à l'heure qu'il est,

d'un côté, le parti réactionnaire du passé, de l'autre, le parti révolutionnaire, parti du progrès et de l'Égalité. Lequel triomphera? Croire que nous reviendrons au passé, ce serait blasphémer. Dieu a déposé dans nos âmes l'Égalité, c'est à nous de la faire germer, croître et grandir. Entrons d'un pas ferme dans la voie qu'elle nous ouvre, en nous tenant la main, guidés par la raison et l'amour.

SOMMES-NOUS EN RÉPUBLIQUE?

Plus nous allons, plus je me demande, sommes-nous ou ne sommes-nous pas en République?

C'est que, en vérité, par les procureurs royaux qui fonctionnent, par les juges monarchistes qui siègent, par les visites domiciliaires qui pleuvent, par les arrestations républicaines qui grèlent, et par les baïonnettes bourgeoises qui patrouillent, il me semble que nous sommes en pleine monarchie. Je me rappelle qu'en 1830, après Juillet, Lafayette vint dire au peuple qui déjà demandait la République, mes amis prenez Philippe d'Orléans, et vous aurez la meilleure des Républiques; est-ce que la République de Février serait la sœur de celle de Juillet par hasard? Dam! quand je vois les Séguier, les Dupin, les Franck Carré et autres Portalis, trônant après Février comme après Juillet dans leurs mêmes chaises curules, je me dis : sommes-nous ou ne sommes-nous pas en République?

Et si, jetant un coup d'œil dans ces demeures impitoyables où la liberté finit, je cherche quels en sont aujourd'hui les habitants, j'y retrouve, comme aux plus beaux jours de la royauté, les Barbès, les Raison, les démocrates, vieux habitués des geôles royales; pendant que les vaincus de Février, les amants de la monarchie, les Decases, les Pasquier, les Bugeaud et les Thiers, circulent librement sur les pavés républicains.

Sommes-nous, ou ne sommes-nous pas en République?

Qui répondra? L'urne électorale.

ÉTRANGER.

Nous recevons de Mestre (Italie), par une lettre en date du 28 mai, la nouvelle d'un engagement qui a eu lieu près de Vicence, entre les troupes de la République de Venise et une partie de l'armée Autrichienne.

L'avantage est resté aux soldats Vénitiens, à la tête desquels se trouvait le Président de la République et son premier Ministre; les Vénitiens ont perdu une dizaine d'hommes, mais ils ont eu 55 blessés, parmi lesquels le général en chef, dont on a été obligé d'amputer le bras; du côté des Autrichiens on compte 80 morts, et un nombre considérable de blessés. La victoire aurait été plus complète, si le général Durando qui commandait les volontaires Romains et les Suisses, avait fait marcher ses troupes et son artillerie.

« Nous avons été trahis par Durando (nous écrit un des officiers au service de Venise), il a voulu

nous laisser égorger, nous avons heureusement suppléé au nombre par le courage, et nos quelques bataillons ont débusqué et chassé une armée de plusieurs milliers d'Autrichiens.

« Vive la République Vénitienne ! »

« Nous rentrons dans nos quartiers, en attendant le jour où nous pourrions nous mesurer définitivement avec les mercenaires du despote sanguinaire de Vienne. »

Il y a déjà dans tous les journaux royalistes une lutte ouverte contre les pentarques et contre les ministres. On demande déjà si les hommes qui sont censés gouverner la France, mais qui empêchent seulement que d'autres la gouvernent sont bien les seuls qui la puissent sauver.

Nous demanderons à ces braves journaux quels sont ces autres qui pourraient sauver la France !

M. de Joinville ? M. de Paris ? Henri V ? M. de Girardin ? M. Thiers ? Qui donc ?

Qu'on ait le courage de parler ! la situation deviendra plus claire.

Nous savons bien qui sauvera la France et la révolution. — Le peuple républicain ! (*Vraie République*).

CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Séance du 5 Juin, SALLE MONTESQUIEU.

Vice-Présidences des Citoyens RAISAN et CHILMANN.

Le citoyen Dambel donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté.

LE CIT. MILLIÈRE. Par exception aux dispositions de notre règlement, votre bureau vous propose l'admission par acclamation du docteur Baudin (*Adopté. Bravos*).

LE CIT. BAUDIN. Citoyens, on est heureux de souffrir pour ses convictions quand on est récompensé comme je le suis aujourd'hui. La souffrance, d'ailleurs, est le baptême de la démocratie. Pour moi, je continuerai à creuser le sillon de la pensée et de l'avenir, tant que j'aurai une goutte de sang dans les veines. (*Applaudissements*).

Le citoyen Millière donne ensuite lecture des adresses que le Club doit envoyer à Barbès et à Louis Blanc ; la première est renvoyée au comité de rédaction auquel sont adjoints les Cit. Landolphe, Baudin et Hervé. La seconde est adoptée ; voici sa teneur :

LE CLUB DE LA REVOLUTION,

Au Citoyen Louis Blanc.

CITOYEN,

Nous avons suivi avec indignation les différentes péripéties de la lutte que la démocratie vient de subir en votre personne ; nous venons vous féliciter du résultat inespéré de cette persécution.

Il est des outrages qui honorent et dont la honte retombe sur leurs auteurs. Ceux dont on vous abreuve depuis trois mois sont de ce nombre. Et l'histoire enregistrera, comme un de vos plus beaux titres de gloire, les haines féroces qu'ont soulevées, parmi la tourbe des ennemis du peuple, vos courageuses tentatives de rénovation sociale.

Courage, frère, persévérez dans votre noble apostolat, nos sympathies, nos vœux et notre dévouement ne cesseront de vous y accompagner.

Le citoyen Baune rend compte de la mission dont il a été chargé avec plusieurs autres sociétaires, auprès du comité qui organise le banquet annoncé sous le titre de : *Fraternisation des Travailleurs*.

Il résulte de ces explications, qu'un conflit s'est élevé entre ce comité et la rédaction du journal le *Père Duchêne*.

A la suite de divers pourparlers, on s'est néanmoins entendu pour convoquer les délégués des clubs, des corporations, des ateliers nationaux et de l'armée, qui décideront en dernier ressort sur l'urgence de ce banquet, et indiqueront dans ce cas, le jour, l'heure et le lieu où l'on se rendra pour cette fraternisation.

Le citoyen Baune ajoute que ce banquet aura

certainement lieu, que rien au monde n'empêchera cette manifestation, tous les citoyens éprouvant le vif besoin de se voir, de communier ensemble, et de se retremper dans des étreintes fraternelles.

Les citoyens Landolphe, Laporte, Jony et Girard, pensent que ce banquet est inopportun, qu'il est l'œuvre de la réaction, et qu'on doit tout faire pour empêcher le peuple d'y assister.

Le citoyen Landolphe notamment s'exprime ainsi : Le 13 mai, nous vous avons prévenu qu'on vous tendait un piège, vous ne nous avez pas écouté. Aujourd'hui je viens encore vous dire : ce banquet soit-disant fraternel, auquel on vous convie, n'est qu'un nouveau piège qu'on vous tend ; m'écoutez-vous davantage ? Pour moi, je remplis mon devoir, et je vous dis : prenez garde, car partisans de la royauté et partisans de l'empire, tous conspirent ! Quelques-uns sont bien accueillis, qui flattent vos passions, je ne veux pas vous flatter. Je vous répéterai donc : ce banquet est plus qu'inopportun, il est dangereux ; et puisqu'il faut tout dire ici, sachez qu'il est telle caisse de banquier qui, après avoir reçu 3 millions, les répandent dans un but coupable, au milieu du peuple de Paris.

En thèse générale, les fêtes populaires et principalement les banquets, n'ont pas de partisans plus prononcés que moi, car c'est là que se développe principalement l'esprit révolutionnaire et de confraternité, en un mot, l'esprit saint. (*Applaudissements*.) Ah ! j'aurais compris ce banquet, s'il avait eu lieu le dimanche matin jour des élections, parce qu'après la fraternisation, nous aurions eu le vote, et qu'alors comme Saint Jean, nous aurions pu dire : nous ne sommes qu'un ! (*Applaudissements*.) Mais aujourd'hui quel peut être le but d'un banquet et quels résultats en attend-on ? Pourquoi, lorsque nos ennemis cherchent l'occasion de nous attaquer, nous offrir à eux le flanc découvert ? Ne savez-vous donc pas que des milliers de cartes de ce banquet de la fraternisation, ont été prises par des agents soudoyés, qui veulent bien autre chose que la fraternisation ? Ne savez-vous pas que ces cartes sont distribuées à qui en veut, sur les places publiques ? Qui nous garantit qu'au milieu de nos frères, ne se glisseront pas de faux amis, tout disposés à faire naître une collision ? Hé bien ! moi, je vous préviens que cela arrivera, j'en ai la certitude la plus positive.

On a arrêté beaucoup d'individus depuis quelques jours ; parmi eux, on a trouvé des hommes couverts d'un pantalon grossier et du bourgeois traditionnel, maculés de plâtre et de boue, et cachant sous ces vêtements populaires, une toilette élégante.

Et parbleu ! dans les bonnes maisons, on se réjouit du banquet comme d'un événement qui doit amener la chute de la chose que nous avons ! (*Rumeurs*.)

A ces considérations, j'en ajouterai d'un autre ordre, je conçois parfaitement que les ateliers nationaux eussent cherché à resserrer dans un banquet les liens de confraternité qui les unissent ; mais quand je vois le *Père Duchêne* se mettre en tête de cette manifestation, j'ai des craintes et des craintes sérieuses.

Dans la première liste des candidats préconisés par le *Père Duchêne*, je trouve au deuxième rang le nom de Blanqui ; hé bien ! il me répugne de marcher avec des hommes qui prennent un pareil nom pour drapeau. Un autre fait encore : un particulier, un inconnu, s'est présenté à la caisse de ce journal, et dans le but soi-disant de concourir à la réalisation du banquet fraternel, a versé cinq mille francs en beaux et bons billets ; l'administration s'est contentée d'encaisser, sans se préoccuper de la source de cette somme et de l'auteur de cette souscription fabuleuse. Pour moi je connais peu de démocrates assez riches pour faire de pareils sacrifices ; on le sait, notre parti ne s'est pas enrichi dans les geôles royales (*Approbatton générale*), je finis en vous disant que ces motifs sont suffisants pour m'empêcher, quelle que soit votre détermination, d'assister à ce banquet.

Le citoyen Lebeau rappelle que le 13 mai, Barbès disait après s'être opposé à la manifesta-

tion du 15, que si cependant elle avait lieu, la place du *Club de la Révolution* était toute marquée au milieu du peuple républicain ; le citoyen Lebeau conclut à ce que l'on assiste au banquet, s'il a lieu.

Le citoyen Baudin déclare la question excessivement grave, et qu'il ne faut pas vouloir agir avant le temps ; les révolutions ajoute-t-il, ne sont possibles qu'avec les idées, et j'ai quelques droits à conseiller la prudence et la sagesse.

Le 15 mai, il a suffi de quelques brouillons, pour que la manifestation qui était toute pacifique, ait tourné d'une façon aussi désastreuse pour la cause populaire. Cela n'a servi qu'à retarder l'avènement du socialisme, qu'à entraver les idées humanitaires dans leur développement. Craignons de commettre une pareille faute, et de faire naître par un conflit de nouvelles lois de septembre.

Quelques orateurs prennent encore la parole dans le même esprit, et le Club décide que les citoyens Landolphe, Hervé, Baudin et Laporte seront adjoints à la commission du banquet, déjà nommée pour prendre concert avec le bureau, les mesures convenables, soit pour empêcher le banquet si c'est possible, soit pour l'ajourner, soit enfin pour l'organiser démocratiquement afin d'éviter toute lutte dont les résultats pourraient être essentiellement regrettables.

(*La discussion est close sur le banquet.*)

Le citoyen Chilmann annonce ensuite que, d'après divers renseignements, la liste populaire obtiendra au moins 8 candidats sur onze, et que les élections de Pierre Leroux, Caussidière, Proudhon, sont assurées ; cette nouvelle est accueillie avec un enthousiasme indicible, aux cris de vive la République démocratique et sociale !

Comme revers de la médaille, ajoute le cit. Chilmann, il est à craindre de voir sortir de l'urne électorale le royaliste Thiers, et l'ambitieux Louis-Napoléon Bonaparte.

Le citoyen Jules Lechevalier, président du *Club de l'Organisation du Travail*, fait part à l'assemblée, de faits très-graves qui se passent en province, où la féodalité tend à se reconstituer ; d'après lui, les riches subventionnent les gardes nationales de département ; il est tel duc, membre de la représentation nationale, qui après avoir à ses frais équipé toute la garde nationale qu'il commande, alloue encore sur sa cassette privée, une indemnité à ses concitoyens par chaque jour de garde et de service ; aussi sont-ils tous disposés à exécuter les ordres qu'il pourra leur donner.

On ne saurait trop se défier, ajoute le citoyen Lechevalier, des royalistes de toutes nuances ; les carlistes, les bonapartistes et la faction d'Orléans s'agitent et menacent la République dans son existence. Défions-nous de ces gens qui font naître l'ordre du désordre, qui n'ont qu'une politique, le machiavélisme et qui ne s'élèvent que sur des ruines sociales.

Un Rouennais annonce ensuite au Club que Thiers, Loyer et Ch. Dupin ont été nommés dans la Seine-Inférieure par 40,000 votants sur 170 mille électeurs. La démocratie traquée et pourchassée dans ce département s'est abstenue en masse de voter.

Cette fâcheuse nouvelle est accueillie avec un sentiment pénible et douloureux par le *Club de la Révolution*.

La séance est levée à 11 heures.

LISTE DES DÉPUTÉS ÉLUS.

| | |
|------------------------|---------|
| CAUSSIDIÈRE. | 146,416 |
| MOREAU. | 123,956 |
| GOUDCHAUX. | 107,312 |
| CHANGARNIER. | 104,602 |
| THIERS. | 95,947 |
| PIERRE LEROUX. | 90,947 |
| HUGO (Victor). | 86,726 |
| BONAPARTE. | 83,031 |
| LAGRANGE. | 77,681 |
| BOISSEL. | 77,424 |
| PROUDHON. | 76,438 |

THORÉ. 72,498

KERSAUSIE. RASPAIL. GIRARDIN. CABET.

Le Rédacteur en chef, E.-A. DAMBEL.

Imp. Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.